

Introduction

Depuis la crise de 2008, la croissance de la productivité horaire du travail en France est restée faible. Le taux annuel moyen observé, + 0,1 % entre 2008 et 2010 et + 0,7 % entre 2011 et 2014, représente un net coup de frein par rapport aux années d'avant-crise. Il s'établissait alors à + 1,4 % et semblait déjà en retrait par rapport à celui des États-Unis qui s'élevait à + 2,1 %¹. Le constat d'un ralentissement serait encore plus frappant avec la productivité multifactorielle (voir Encadré I pour la définition) qui est passée depuis 2008 en territoire négatif selon l'OCDE.

Cette contre-performance en matière de productivité se retrouve dans la plupart des pays européens, l'Italie, le Royaume-Uni ou encore la Scandinavie, et a donné lieu à de nombreux débats sur les causes et sur les moyens de sortir de cette atonie. Si elle devait se poursuivre en France, cette tendance risquerait de compromettre les perspectives de croissance à long terme, d'aggraver encore la situation des comptes de la protection sociale et de remettre en cause les scénarios d'équilibre budgétaire. Dans une hypothèse pessimiste, il faudrait alors revoir profondément notre modèle social, devenu insoutenable, en réduisant les dépenses et en augmentant l'âge de la retraite, tout en amorçant une réelle transition écologique.

En l'état actuel des connaissances et des débats économiques, plusieurs facteurs sont régulièrement invoqués pour expliquer le ralentissement observé, parmi lesquels l'hypothèse de problèmes de mesure liés aux investissements intangibles, la faiblesse de la demande et de l'investissement des entreprises dans un contexte de « stagnation séculaire » en Europe ou, encore, les effets des politiques de maintien de l'emploi pendant

1. Calculs effectués à partir de données OCDE ; Ph.Askenazy, M.Chevalier et Ch.Erhel, « Introduction », 2016.

la crise de 2008². Mais, dans la littérature économique, le débat tend à se focaliser sur les comportements d'innovation et sur la nature du progrès technique. En effet, les techno-pessimistes tels Robert Gordon citent un ralentissement durable des gains de productivité lié à la nature du progrès technique : la numérisation ou même la robotisation n'entraîneraient qu'une croissance modérée de la productivité et une croissance de long terme elle-même ralentie. Cette thèse, de nature prospective, ne permet pas d'expliquer les écarts constatés depuis le début des années 2000 entre la France (et plus généralement l'Europe) et les États-Unis, où la récente chute des gains de productivité américains ne se compare tout de même pas au déficit européen. Le consensus actuel sur cette divergence souligne des différences d'investissement dans les technologies de l'information et de la communication, qui auraient creusé l'écart de part et d'autre de l'Atlantique. D'autres facteurs sont également avancés, comme un insuffisant processus de création destructrice en France, qui aurait conduit au maintien d'entreprises peu productives, alors même qu'aux États-Unis on constatait une croissance des nouvelles entreprises de grande taille.

Nous adoptons ici un point de vue plus large, considérant que les tendances de la productivité sont influencées par un ensemble de politiques et d'institutions qui jouent sur l'innovation ou sur la recherche, mais aussi sur les comportements en matière d'emploi, qu'il s'agisse de sa quantité ou de sa qualité (niveaux d'éducation, politiques de formation, etc.). Si la recherche et développement (R&D) est un déterminant à moyen-long terme de la productivité, ces comportements d'emploi jouent tout particulièrement à court terme en période de récession et de reprise « molle », où, par exemple, davantage de flexibilité interne (avec maintien de l'emploi) peut se traduire par un ralentissement temporaire de la productivité ; ils

2. Ph. Askenazy, L. Bellmann, A. Bryson et E. Moreno Galbis (éd.), *Productivity Puzzles Across Europe*, 2016 ; pour la France, voir aussi A. Sode, « Comprendre le ralentissement de la productivité en France », 2016.

affectent également les performances à un horizon de moyen-long terme. Nous nous attacherons donc particulièrement à explorer cette dimension.

Dans cette perspective, les stratégies de politique de l'emploi peuvent exercer des effets sur les tendances de la productivité, que ce soit dans un contexte de récession ou à moyen terme, en influençant les choix opérés par les entreprises en termes de composition de la main-d'œuvre et d'organisation du travail. En France, comme dans d'autres pays européens, les générations sont de plus en plus diplômées. Cependant, les politiques économiques successives ont soutenu le développement d'emplois plus flexibles et à plus faible coût pour les entreprises, au nom de l'emploi et de la lutte contre le chômage. Nous montrerons comment cette stratégie a conduit à dégrader la qualité de l'emploi selon diverses dimensions, mais également à affaiblir la dynamique de la productivité et ce, sans résoudre le problème du chômage dans le cas français. Plusieurs mécanismes peuvent expliquer cette relation entre qualité de l'emploi et productivité : en plus d'avoir des effets négatifs sur la motivation des salariés et sur leurs efforts, à travers des conditions moins favorables d'embauche, de rémunération et/ou de carrière, ces politiques réduisent également les incitations pour les entreprises à investir dans du capital humain spécifique.

Il s'agit donc de renouveler les débats sur la productivité en France en développant plus avant les liens entre tendances de la qualité de l'emploi et productivité, dans un contexte de réforme constante du marché du travail et des politiques de l'emploi depuis une vingtaine d'années. Cette approche s'appuie sur les développements récents des travaux académiques portant sur la qualité de l'emploi³ et sur les indicateurs visant à la mesurer et à suivre ses évolutions⁴.

3. Voir Encadré 3, p. 36.

4. Par exemple : United Nations Economic Commission for Europe (UNECE), *Handbook on Measuring Quality of Employment*, 2015 ; Organization for Economic Cooperation and Development (OECD), « How good is your job ? Measuring and assessing job quality », 2015.

Elle participe d'une interrogation croissante relative à l'impact des formes « non standard » d'emploi sur les performances des entreprises⁵.

En termes d'analyse empirique, les trois premiers chapitres de cet opuscule se fondent plus particulièrement sur l'ouvrage *Productivity Puzzles Across Europe* qui regroupe les résultats de recherches menées de 2012 à 2015 par plusieurs équipes européennes dans le cadre d'un grand projet Cepremap⁶. Plus particulièrement, quatre équipes nationales ont exploré les évolutions de la productivité en Allemagne, en Espagne, en France et au Royaume-Uni en mobilisant notamment des données microéconomiques au niveau d'établissements ou d'entreprises⁷. Nous proposons ainsi une mise en perspective du cas français à travers des exemples et des débats en Allemagne et au Royaume-Uni⁸.

Les voies de réforme présentes dans le débat français doivent également être abordées. Entre des points de vue « radicaux » – comme un tournant libéral destiné à favoriser les processus de destruction créatrice ou un modèle alternatif de croissance fondé sur une transition écologique et un partage du travail –, des réorientations des politiques de l'emploi, de l'éducation et de la formation ou encore de la recherche peuvent

5. Organisation internationale du Travail (OIT), « Why firms use non-standard employment and how it affects them », 2016.

6. Ph. Askenazy, L. Bellmann, A. Bryson et E. Moreno Galbis (éd.), *Productivity Puzzles Across Europe*, 2016.

7. Pour la France, les sources mobilisées sont tirées des enquêtes REPONSE, conduites par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) du ministère chargé de l'Emploi auprès d'établissements et apparées aux déclarations de mouvements de main-d'œuvre, et des liasses fiscales des entreprises correspondantes.

8. Le cas espagnol, très spécifique puisqu'il semble révéler une augmentation de la croissance de la productivité après la crise, du fait de l'importance des destructions d'emploi, ne sera pas analysé ici.

également être envisagées afin de promouvoir une stratégie transversale de montée en qualité.

Le chapitre 1 propose un état des lieux comparatif de la productivité en France et de ses tendances récentes ; il discute les hypothèses, souvent avancées, de déficit d'investissement et/ou de déficiences dans l'allocation du capital. Les deux chapitres suivants décrivent des tendances majeures de la qualité de l'emploi et de leurs impacts potentiels sur la productivité, le chapitre 2 développant les dimensions coût du travail et qualifications de la main-d'œuvre et le chapitre 3 portant spécifiquement sur l'essor des formes atypiques d'emploi. Le chapitre 4, enfin, explore des perspectives en matière de politique économique.